

Unité Interdépartementale 39-71  
Antenne de Lons-le-Saunier  
4 rue du curé Marion  
39000 Lons-le-saunier

Lons-le-saunier, le 16/06/2025

## Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 04/06/2025

### Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### ACZM Logistique

22 rue de la demi lune  
39140 Bletterans

Références : AM/MB/2025/L\_228  
Code AIOT : 0003301201

#### 1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 04/06/2025 dans l'établissement ACZM Logistique implanté zone sous le moulin 39140 Bletterans. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

La visite d'inspection a été programmée dans le cadre de la vérification des activités, classables au titre de la nomenclature des ICPE, réalisées par la société ACZM sur son site de Bletterans.

#### Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ACZM Logistique
- zone sous le moulin 39140 Bletterans
- Code AIOT : 0003301201
- Régime : Déclaration avec contrôle

- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société ACZM est une entreprise de transport routier qui est déclarée pour l'exploitation d'une installation de stockage de bois et de broyage de bois.

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

| N° | Point de contrôle                                  | Référence réglementaire                                           | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup> | Proposition de délais |
|----|----------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------|
| 6  | Gestion du risque incendie - moyens disponibles    | Arrêté Ministériel du 05/12/2016, article point 4.2 de l'annexe I | Demande d'action corrective                                                                                                | 2 mois                |
| 7  | Gestion du risque incendie - consignes             | Arrêté Ministériel du 05/12/2016, article Point 4.6 de l'annexe I | Demande d'action corrective                                                                                                | 3 mois                |
| 8  | Prévention des pollutions générées par un incendie | Autre du 16/11/2016, article Document joint à la déclaration      | Demande d'action corrective                                                                                                | 2 mois                |
| 9  | Prévention de la pollution des eaux superficielles | Autre du 16/11/2016, article dossier de déclaration               | Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective                                                        | 2 mois                |

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

| N° | Point de contrôle                                                          | Référence réglementaire                                                     | Autre information |
|----|----------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------|-------------------|
| 1  | Vérification de la situation administrative des installations exploitées   | Code de l'environnement du 04/06/2025, article Annexe de l'article R. 511-9 | Sans objet        |
| 2  | Réalisation du contrôle périodique des installations soumises au régime DC | Code de l'environnement du 04/06/2025, article R. 512-55 et R. 512-56       | Sans objet        |
| 3  | Exploitation                                                               | Arrêté Ministériel du 23/05/2006, article point 3.2 de l'annexe I           | Sans objet        |
| 4  | Règles d'implantation                                                      | Arrêté Ministériel du 23/05/2006, article point 2.1 de l'annexe I           | Sans objet        |
| 5  | Implantation                                                               | Arrêté Ministériel du 23/05/2006, article point 2.5 de l'annexe I           | Sans objet        |

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Il convient que l'exploitant :

- établisse un plan pour faciliter l'intervention des services de secours ;
- établisse des consignes de sécurité à suivre en cas d'incident ;
- dispose des équipements permettant de créer une rétention des eaux d'incendie ;
- procède à un entretien régulier de son séparateur d'hydrocarbures et que les déchets générés soient évacués vers des installations autorisées.

## 2-4) Fiches de constats

N° 1 : Vérification de la situation administrative des installations exploitées

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                   |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 04/06/2025, article Annexe de l'article R. 511-9                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      |
| <b>Thème(s) :</b> Situation administrative, situation administrative des installations exploitées                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                 |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br><b><u>Rubrique 1532</u></b><br>Stockage de bois ou matériaux combustibles analogues, y compris les produits finis conditionnés et les produits ou déchets répondant à la définition de la biomasse et mentionnés à la rubrique 2910-A, ne relevant pas de la rubrique 1531, à l'exception des établissements recevant du public :<br>1. Installations de stockage de matériaux susceptibles de dégager des poussières inflammables, le volume de tels matériaux susceptible d'être stocké étant supérieur à 50 000 m <sup>3</sup> (autorisation)<br><br>2. Autres installations que celles définies au 1, à l'exception des installations classées au titre de la rubrique 1510, le volume susceptible d'être stocké étant :<br>a) Supérieur à 20 000 m <sup>3</sup> (enregistrement)<br><br>b) Supérieur à 1 000 m <sup>3</sup> mais inférieur ou égal à 20 000 m <sup>3</sup> (déclaration)<br><br><b><u>Rubrique 2260</u></b><br>Broyage, concassage, criblage, déchiquetage, ensachage, pulvérisation, trituration, granulation, nettoyage, tamisage, blutage, mélange, épluchage, décortication ou séchage par contact direct avec les gaz de combustion des substances végétales et de tous produits organiques naturels :<br>1. Pour les activités relevant du travail mécanique, la puissance maximale de l'ensemble des machines fixes pouvant concourir simultanément au fonctionnement de l'installation étant :<br>a) Supérieure à 500 kW (enregistrement)<br>b) Supérieure à 100 kW mais inférieure ou égale à 500 kW (déclaration avec contrôle)<br><br><b><u>Rubrique 1435</u> :</b> Distribution de carburants<br>Stations-service : installations, ouvertes ou non au public, où les carburants sont transférés de réservoirs de stockage fixes dans les réservoirs à carburant de véhicules. Le volume annuel de carburant liquide distribué étant :<br>1. Supérieur à 20 000 m <sup>3</sup> (enregistrement)<br>2. Supérieur à 100 m <sup>3</sup> d'essence ou 500 m <sup>3</sup> au total, mais inférieur ou égal à 20 000 m <sup>3</sup> (déclaration |

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                        |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| avec contrôle)                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>La société ACZM Logistique est déclarée, preuve de dépôt référencée A-6-OEMH79K5T, du 5 décembre 2016, pour l'exploitation :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- d'une installation de stockage de bois et matériaux combustibles analogues (rubrique n° 1532 de la nomenclature des ICPE) sous le régime de déclaration (volume maximal : 12 000 m<sup>3</sup>) ;</li> <li>- d'une installation de broyage de bois (rubrique n° 2260-2) sous le régime de déclaration avec contrôles périodiques (puissance maximale des machines : 370 kW).</li> </ul> <p>L'ensemble des déchets de bois présents dans l'établissement est entreposé sur la plateforme extérieure. Les entreposages sont réalisés sous forme d'îlots (bois à broyer, bois broyé, plaquettes, sciures...)</p> <p>La quantité de bois présente le jour de l'inspection est très inférieure aux 12 000 m<sup>3</sup> déclarés.</p> <p>Aucun équipement pouvant servir à broyer le bois est présent sur le site. L'exploitant indique que le broyage est réalisé par une entreprise extérieure qui intervient suivant les besoins. La fréquence d'intervention est irrégulière. En moyenne, une demi-journée tous les trois mois.</p> <p>L'exploitant n'est pas en capacité de justifier de la puissance de l'équipement utilisé lors des broyages.</p> <p>Il n'y a pas de distribution de carburant sur le site.</p> <p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant s'assurera que la puissance de l'équipement utilisé pour le broyage est inférieure ou égale à 370 kW (environ 500 CV). Le cas échéant, il procédera à la régularisation administrative de cette installation.</p> <p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p> |

## N° 2 : Réalisation du contrôle périodique des installations soumises au régime DC

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 04/06/2025, article R. 512-55 et R. 512-56                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         |
| <b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Contrôle périodique de l'installation de broyage                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                   |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p><b>Article R. 512-55</b><br/>Les installations classées pour la protection de l'environnement soumises à l'obligation de contrôle périodique prévu à l'article L. 512-11 sont fixées à l'annexe de l'article R. 511-9.</p> <p><b>Article R. 512-56</b><br/>Le contrôle périodique de certaines catégories d'installations classées soumises à déclaration, prévu à l'article L. 512-11, est effectué à la demande « écrite » de l'exploitant de l'installation classée par un organisme agréé dans les conditions fixées par les articles R. 512-61 à R. 512-66.</p> |

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p><b>Article R. 512-58</b></p> <p>[...]</p> <p>Lorsqu'une installation non classée ou, relevant du régime de la déclaration sans contrôle périodique et régulièrement mise en service, vient à être soumise à l'obligation de contrôle périodique en vertu d'un décret modifiant la nomenclature des installations classées, l'exploitant procède à ce contrôle au plus tard deux ans après la date à laquelle l'arrêté mentionné au premier alinéa est rendu applicable à cette installation.</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                 |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>Le décret en Conseil d'État n° 2018-900 du 22 octobre 2018 a modifié le régime des installations de broyage soumise au régime de déclaration au titre de la rubrique n° 2260 de la nomenclature des ICPE. Ces installations sont désormais soumises au régime de déclaration avec contrôles périodiques.</p> <p>Ces installations sont notamment réglementées par l'arrêté ministériel du 23 mai 2006 modifié relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sous la rubrique n° 2260.</p> <p>Cet arrêté ne mentionne pas les points devant être contrôlés par l'organisme agréé. En conséquence, la société ACZM n'a, à ce jour, pas l'obligation de faire réaliser le contrôle de son installation de broyage.</p> |
| <p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant doit s'assurer, régulièrement, qu'à l'avenir l'arrêté ministériel du 23 mai 2006 ne soit pas modifié par l'insertion de points de contrôle ce qui rendrait le contrôle de l'installation par un organisme agréé obligatoire.</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            |
| <p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                 |

### N° 3 : Exploitation

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 23/05/2006, article point 3.2 de l'annexe I</p>                                                                                                                                                                                                                   |
| <p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, contrôle de l'accès</p>                                                                                                                                                                                                                                                           |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les personnes étrangères à l'établissement ne doivent pas avoir un accès libre à l'intérieur des installations.</p> <p><u>Dossier accompagnant la déclaration de 2016</u> : le site est entièrement clôturé notamment par un mur en béton en partie sud, le long de la route.</p> |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>Le site est entièrement clôturé, notamment par un mur en béton au niveau de la plateforme d'entreposage du bois, le long de la route qui longe l'établissement.</p>                                                                                                                             |

|                                                                                                                                                                                                                                                                   |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p>Trois portails permettent d'accéder au site. Ils sont fermés par des clés spécifiques (différentes des clés "pompier" triangulaires).</p> <p>Le site est couvert par un réseau de caméras qui permet une surveillance du site en détectant les mouvements.</p> |
| <p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>                                                                                                                                                                                                               |

#### N° 4 : Règles d'implantation

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                       |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 23/05/2006, article point 2.1 de l'annexe I</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             |
| <p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Distance des installation des limites de propriété</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p><b>Arrêté ministériel du 23/05/2006 point 2.1 de l'annexe 1</b> (rubrique 2260 : broyage)</p> <p>Les installations nouvelles doivent être implantées à une distance d'au moins 10 mètres des limites de propriété.</p> <p><b>Arrêté ministériel du 05/12/2016</b> (rubrique 1532 : stockage de bois)</p> <p><b>Point 2.1 de l'annexe 1</b><br/>L'installation est implantée et maintenue à une distance d'au moins 5 mètres des limites de l'établissement.</p> <p><b>Point 2.4.3 de l'annexe 1</b><br/>Si le bâtiment couvert abritant le stockage est situé à moins de 8 mètres de constructions occupées par des tiers, les éléments de construction présenteront les caractéristiques de résistance et de réaction au feu suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- parois REI 120 ;</li> <li>- couverture BROOF (t3) ou plancher haut REI 60 ;</li> <li>- portes EI 30.</li> </ul> <p>Si le stockage est en plein air, sa hauteur ne doit pas dépasser 6 mètres. Le stockage doit être à au moins 6 mètres des limites de l'établissement, de manière à permettre le passage des engins de lutte contre l'incendie.</p> |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant indique que lors des opérations de broyage, l'équipement dédié à cette opération est placé sur la plateforme. L'emplacement indiqué, dévolu à l'équipement de broyage, permet de respecter la distance réglementaire des dix mètres.</p> <p>Compte tenu de la date de déclaration de l'installation de stockage de bois, antérieure à la date d'application de l'arrêté ministériel de prescriptions générales du 5 décembre 2016 (1<sup>er</sup> janvier 2017), l'installation de stockage de bois exploitée par la société ACZM est considérée comme une installation existante. En application de l'annexe III de ce même arrêté, les dispositions des points 2.1 et 2.4.3 ne lui sont pas applicables.</p> <p>Le bois est entreposé en plein air, contre le mur en béton entourant la plateforme.</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                    |

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p>La hauteur des îlots présents le jour de l'inspection était inférieure à six mètres.</p> <p>Les conditions d'entreposage n'ont pas d'impact sur l'accès des services de secours, car une route en enrobé est présente à l'arrière de la plateforme, derrière un mur en béton. Le long de cette route est implanté un poteau incendie.</p> |
| <p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant pourra éloigner les stockages de bois des limites de propriété afin de compliquer les éventuels actes de malveillance et d'éloigner les potentiels flux thermiques pour les tiers.</p>                                                               |
| <p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                          |

#### N° 5 : Implantation

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 23/05/2006, article point 2.5 de l'annexe I</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                |
| <p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Accessibilité</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'installation doit être accessible pour permettre l'intervention des services d'incendie et de secours. Elle est desservie, sur au moins une face, par une voie-engin ou par une voie-échelle si le plancher bas du niveau le plus haut de cette installation est à une hauteur supérieure à 8 mètres par rapport à cette voie.</p> <p>Une des façades est équipée d'ouvrant permettant le passage de sauveteurs équipés.</p> |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>Comme évoqué précédemment :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>le site est entièrement clôturé, trois portails permettent d'y accéder. Les deux installations classées sont exploitées exclusivement en plein air ;</li> <li>les services de secours ont accès aux installations par le devant de la plateforme et par la route en enrobé située derrière celle-ci.</li> </ul>                                                       |
| <p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      |

#### N° 6 : Gestion du risque incendie - moyens disponibles

|                                                                                                                                                                                                                                                                                      |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 05/12/2016, article point 4.2 de l'annexe I</p>                                                                                                                                                                            |
| <p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie</p>                                                                                                                                                                                                      |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les différents matériels sont maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an. L'installation est équipée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques notamment :</p> <p>a) Pour toutes les installations :</p> |

- des extincteurs répartis à l'intérieur des locaux, sur les aires extérieures et les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les produits stockés ;
- un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ;
- des plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque local.

b) Pour les parties de l'installation à risque comme définies à l'article 4.3 ci-après :

- chaque partie de l'installation est desservie par un appareil d'incendie (bouche, poteaux...) d'un réseau public ou privé, situé à moins de 200 mètres de celle-ci et garantissant, a minima, un débit minimum de 60 m<sup>3</sup>/h sous une pression minimum de un bar durant deux heures. À défaut, une réserve d'eau d'au moins 120 m<sup>3</sup> destinée à l'extinction est accessible en toute circonstance.

#### Constats :

Deux poteaux incendie sont situés à moins de 200 mètres de l'établissement d'ACZM, un à l'entrée principale du site et un à l'arrière de la plateforme d'entrepôt du bois.

Le dernier contrôle de débit de ces poteaux date du 21 février 2024. La dernière reconnaissance date du 16 septembre 2023.

Le débit mesuré pour les deux poteaux d'incendie est de 120 m<sup>3</sup>/h sous un bar de pression statique.

Des extincteurs sont présents dans les bâtiments du site (atelier mécanique et garage des camions) et au niveau des camions. Le rapport du dernier contrôle de ces équipements a été présenté, il date du 23 janvier 2025.

Via les caméras présentes sur le site l'exploitant a la possibilité de visualiser le déclenchement d'un incendie sur le site et d'avertir les secours. La mise en place d'une détection infrarouge est à l'étude.

A la suite d'un incendie qui s'est produit au cours de l'année 2020, l'exploitant a fait l'acquisition d'une lance incendie et d'une clé permettant de raccorder celle-ci au poteau incendie localisé à l'arrière de la plateforme.

**Constat 1-04062025 : non-conformité** : l'exploitant n'a pas été en capacité de présenter un plan du site.

#### Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Le plan attendu pourra indiquer la position de la vanne de confinement et de la clé carrée permettant de fermer la vanne.

**Type de suites proposées** : Avec suites

**Proposition de suites** : Demande d'action corrective

**Proposition de délais** : 2 mois

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 05/12/2016, article Point 4.6 de l'annexe I                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                   |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Consignes de sécurité                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>Sans préjudice des dispositions du code du travail, des consignes précisant les modalités d'application des dispositions du présent arrêté sont établies, tenues à jour et portées à la connaissance du personnel dans les lieux fréquentés par le personnel. Ces consignes doivent notamment indiquer : <ul style="list-style-type: none"> <li>- l'interdiction de fumer ;</li> <li>- l'interdiction de tout brûlage à l'air libre ;</li> <li>- l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque, dans les parties de l'installation visées au point 4.3 « incendie » et « atmosphères explosibles » ;</li> <li>- les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie ;</li> <li>- la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours, etc. ;</li> </ul> |
| <b>Constats :</b><br><br>Les numéros de téléphone des dirigeants de l'établissement sont affichés sur la porte d'entrée des bureaux de l'établissement.<br><br><b>Constat 2-04062025 : non-conformité :</b> l'exploitant a indiqué qu'il n'y avait pas de consigne établie.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          |
| <b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b><br><br>Établir les consignes attendues                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                        |
| <b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           |
| <b>Proposition de délais :</b> 3 mois                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                |

**N° 8 : Prévention des pollutions générées par un incendie**

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                            |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Autre du 16/11/2016, article Document joint à la déclaration                                                                                                                                                                                                              |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, confinement des eaux d'extinction                                                                                                                                                                                                                                   |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>Une vanne de confinement permet d'isoler le site en cas de besoin, formant ainsi une rétention de 120 m <sup>3</sup> .                                                                                                                                              |
| <b>Constats :</b><br><br>Il a été constaté la présence d'une vanne guillotine à la sortie du regard situé derrière le mur en béton au fond de la plateforme de stockage du bois.<br><br>Dans ce regard se rejette (via une entrée unique) toutes les eaux pluviales collectées au niveau de la plateforme. |

La vanne se ferme via une clé carrée.

**Constat 3-04062025 : non-conformité** : l'exploitant n'a pas été en capacité de présenter la clé permettant d'actionner la fermeture de la vanne et en conséquence de justifier de son bon fonctionnement.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Disposer des équipements permettant de fermer la vanne guillotine.

Le regard étant situé derrière le mur en béton, il n'a pas pu être comparé le niveau du regard et celui de la plateforme.

Compte tenu de la position de la vanne, à la sortie du regard, il convient de vérifier que le niveau supérieur de l'eau, en cas de confinement de 120 m<sup>3</sup> d'eau sur la plateforme soit bien situé sous le niveau haut du regard afin d'éviter tout risque de débordement de l'eau, devant être confinée, par le sommet du regard.

**Type de suites proposées** : Avec suites

**Proposition de suites** : Demande d'action corrective

**Proposition de délais** : 2 mois

**N° 9 : Prévention de la pollution des eaux superficielles**

**Référence réglementaire** : Autre du 16/11/2016, article dossier de déclaration

**Thème(s)** : Risques chroniques, traitement des eaux pluviales

**Prescription contrôlée :**

Dossier de déclaration de l'année 2016

Gestion des eaux pluviales de manière gravitaire avec débourbeurs dégraisseur.

Le séparateur à hydrocarbures sera vidangé au moins une fois par an ou lorsqu'il est plein.

**Annexe II de l'article R. 541-8 du code de l'environnement**

13 05 contenu de séparateurs eau/hydrocarbures

13 05 01\* déchets solides provenant de dessableurs et de séparateurs eau/hydrocarbures

13 05 02\* boues provenant de séparateurs eau/hydrocarbures

13 05 03\* boues provenant de déshuileurs

13 05 06\* hydrocarbures provenant de séparateurs eau/hydrocarbures

13 05 07\* eau mélangée à des hydrocarbures provenant de séparateurs eau/hydrocarbures

13 05 08\* mélanges de déchets provenant de dessableurs et de séparateurs eau/hydrocarbures

**Article L. 541-2 du code de l'environnement**

Tout producteur ou détenteur de déchets est tenu d'en assurer ou d'en faire assurer la gestion, conformément aux dispositions du présent chapitre.

Tout producteur ou détenteur de déchets est responsable de la gestion de ces déchets jusqu'à

leur élimination ou valorisation finale, même lorsque le déchet est transféré à des fins de traitement à un tiers.  
Tout producteur ou détenteur de déchets s'assure que la personne à qui il les remet est autorisée à les prendre en charge.

**Constats :**

La présence d'un séparateur d'hydrocarbures a été constatée en aval du regard évoqué au point de contrôle précédent.

L'exploitant indique que l'équipement est vidangé au maximum tous les deux ans.

La dernière facture présentée par rapport à l'entretien de l'équipement fait état d'une opération réalisée le 3 juillet 2020.

L'exploitant indique que des nettoyages ont été réalisés depuis. Il n'a pas été en capacité de présenter les justificatifs.

Le bordereau d'identification et de suivi des matières de vidanges délivré par la société Husson assainissement indique que les déchets issus du séparateur d'hydrocarbures ont été éliminés par l'établissement ECLA Usine de traitement de Montmorot Lieu dit "le rocher". Ces informations indiquent que les déchets ont été évacués vers la station d'épuration communale de Montmorot.

Il a été rappelé à l'exploitant que les déchets générés par le nettoyage d'un séparateur d'hydrocarbures sont des déchets dangereux (codes déchets 13 05 XX\*) et qu'ils doivent être évacués vers une installation autorisée à les recevoir ce qui n'est pas le cas de la station d'épuration située sur la commune de Montmorot.

**Constat 4-04062025 : non conformité :** l'exploitant n'a pas fait évacuer les déchets de son séparateur d'hydrocarbures vers une installation autorisée à les recevoir.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

**Constat 5-04062025 : demande de compléments :** l'exploitant justifiera du dernier entretien du séparateur d'hydrocarbures.

L'exploitant doit s'assurer à l'avenir que les déchets qu'il génère sont évacués vers des installations autorisées à les recevoir.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 2 mois